

Dossier 616 (D)

**Arrêté n° DUPA-2026 - 1400  
du 12/10/2026  
mettant en demeure l'exploitant de l'installation classée pour  
la protection de l'environnement  
sise 142 rue Lafayette à Paris 10<sup>ème</sup>  
de respecter la réglementation applicable**

Le préfet de Police,

**VU** le code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;

**VU** l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

**VU** la déclaration d'existence souscrite le 06 juin 1952 par Monsieur François VAUDOYER exploitant, d'une installation de distribution de liquides inflammables sise 142 rue Lafayette à Paris 10<sup>ème</sup> ;

**VU** les déclarations de succession successives dans l'exploitation de l'installation susvisée, et en dernier lieu, la déclaration souscrite le 09 octobre 2008 par Monsieur Ahmed BEGGAR, gérant de la SARL WINS, installation classée relevant de la rubrique 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 10 juillet 2026 consécutif à la visite d'inspection du 27 février 2026, transmis le 10 juillet 2026 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement à Monsieur Ahmed BEGGAR, gérant de la station-service sise 142 rue Lafayette à Paris 10<sup>ème</sup> ;

**CONSIDÉRANT** qu'au registre de commerce, la SARL WINS, apparaît fermée depuis le 4 août 2025 mais qu'il existe une exploitation au sens de l'article L.511-1 du code de l'environnement et une personne physique exploitante en la personne de Monsieur Ahmed BEGGAR ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation de distribution de carburant a été mise à l'arrêt en mars 2024 et que des travaux de rénovation sont actuellement conduits ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 27 février 2026, des non-conformités aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 susvisé, ont été relevées ;

**CONSIDÉRANT** que lors de l'inspection du 27 février 2026, Mme Iman BEGGAR, fille de l'actuel exploitant, était présente et a évoqué un potentiel repreneur ;

**CONSIDÉRANT** dans ces conditions, que les non-conformités susmentionnées doivent être levées avant toute reprise possible de l'exploitation ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu, en conséquence, d'imposer à l'exploitant la régularisation administrative et la mise en conformité de l'établissement par voie d'arrêté préfectoral pris en application de l'article L.171-8. I du code de l'environnement ;

**SUR** proposition de la directrice des usagers et des polices administratives,

## **A R R E T E**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La SARL WINS exploitante de la station service sise 142 rue Lafayette à Paris 10<sup>ème</sup>, dont Monsieur Ahmed BEGGAR est gérant, est mise en demeure de se conformer aux prescriptions listées en annexe I dans les délais imposés.

### **Article 2**

Dans le cas où l'une des obligations prévues visées par l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans les délais impartis, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitante les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

### **Article 4**

Le présent arrêté peut faire l'objet de recours cités en annexe II.

### **Article 5**

Le présent arrêté et son annexe sont consultables sur le site de la préfecture de Police :  
[www.prefecturedepolice.interieur.gouv.fr](http://www.prefecturedepolice.interieur.gouv.fr)

### **Article 6**

La directrice des usagers et des polices administratives, le directeur de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne et les inspecteurs de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet à la date de sa notification.

Fait à Paris, le 12/10/2026

Pour le préfet de Police  
et par délégation,

La sous-directrice des polices sanitaires,  
environnementales et de sécurité

**CECILE  
GUILHEM  
1369029**

Signé numériquement par CECILE  
GUILHEM 1369029  
ND : C=FR, O=MINISTERE  
INTERIEUR, OID.2.5.4.97=NTFR-  
110014016, OU=0002 110014016,  
OID.0.9.2342.19200300.100.1.1=  
1369029, G=CECILE, SN=  
GUILHEM, CN=CECILE GUILHEM  
1369029  
Raison : Je suis l'auteur du document  
Emplacement :  
Date : 2026.10.08 18:03:41+02'00'  
Foxit PDF Reader Version: 2025.2.0

### **Annexe I de l'arrêté préfectoral DUPA 2026-1400**

**du 12/10/2026**

L'exploitant de l'installation classée sise 142 rue Lafayette à Paris 10ème est mis en demeure :

**- sous un délai de sept jours à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- d'effectuer une télé-déclaration de changement d'exploitant via le lien suivant, *conformément aux articles L.511-1 et R.512-68 du code de l'environnement* :

**<https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R42920>**

- de transmettre, avant toute reprise possible de l'exploitation, les justificatifs de dégazage et de mise en eau lors de l'arrêt temporaire de l'installation, *conformément à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008* ;

**- sous un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- de mettre en place un dossier ICPE comportant les documents suivants, *conformément au point 1.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010* :

- le dossier de déclaration ;
- les plans tenus à jour (plan d'implantation et plan des tuyauteries) ;
- la preuve de dépôt de la déclaration et les prescriptions générales ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée pris en application de la législation relative aux ICPE, s'il y en a ;

- les autres documents prévus aux différents articles du présent arrêté.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

- de transmettre un justificatif de mise en place d'un décanteur avec un dispositif d'obturation automatique, *conformément au point 5.10 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 ;*
- de faire réaliser un contrôle périodique complémentaire par un organisme agréé et de transmettre le rapport afférent, *conformément à l'article R. 512-59 du code de l'environnement ;*
- de transmettre le rapport de contrôle d'étanchéité de la cuve simple enveloppe de 3m<sup>3</sup>, *conformément à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 ;*
- de transmettre le certificat résultant du contrôle d'étanchéité par la société DMA Environnement pour les tuyauteries connexes à la cuve en fosse de 3m<sup>3</sup>, *conformément à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 ;*
- de transmettre le certificat résultant du contrôle d'étanchéité de la société DMA Environnement pour les tuyauteries connexes à la cuve double-enveloppe de 18m<sup>3</sup>, *conformément à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 ;*
- de transmettre avant toute remise en service, les justificatifs de remise en état et de vérification du détecteur de fuite pour le SP 98 et GO et de la cuve double enveloppe, *conformément à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 ;*
- de transmettre avant toute reprise d'exploitation, un rapport de vérification des installations électriques complet, *conformément au point 3.6 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 ;*
- de transmettre le certificat de renouvellement d'épreuve et d'étanchéité de la société DMA Environnement à la suite des travaux effectués les 25 février et 5 mars 2026, *conformément à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008.*

-----

**Annexe II à l'arrêté préfectoral n° DUPA-2026-1400**

**du 12/10/2026**

**Voies et Délais de recours**

1 - Si vous estimez devoir contester la présente décision, il vous est possible dans un délai de 2 mois à compter de la date de la notification :

- de saisir d'un **recours gracieux**  
le Préfet de Police à l'adresse suivante :  
1, bis rue de Lutèce – 75195 PARIS CEDEX 04
- de former un **recours hiérarchique**  
auprès du ministre de l'Intérieur à l'adresse suivante :  
Direction des Libertés publiques et des Affaires Juridiques  
Place Beauvau – 75008 PARIS
- de saisir d'un **recours contentieux**  
le Tribunal administratif de Paris à l'adresse suivante :  
7, rue de Jouy - 75181 PARIS CEDEX 04

Les **recours gracieux et hiérarchique** doivent être écrits, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée.

Le recours contentieux s'exerce pour contester **la légalité** de la présente décision. Il doit être écrit et exposer votre argumentation juridique.

Si vous n'avez pas de réponse à **votre recours gracieux et/ou hiérarchique** dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception par l'administration de votre recours, celui-ci doit être considéré comme rejeté (décision implicite de rejet).

2 - En cas de rejet (implicite ou écrit) du recours gracieux et/ou hiérarchique, vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour saisir le tribunal administratif d'un recours contentieux.

**Aucune de ces voies de recours ne suspend l'application des dispositions du présent arrêté.**